

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

C'est pas avec les "bobos" qu'on gagne des élections
parce qu'ils ne sont vraiment pas assez nombreux !

"Les classes moyennes à la dérive" ?

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 2 juin 2007

Démocratie & Socialisme

Louis Chauvel, sociologue, professeur à Sciences-Po et chercheur à l'OFCE (Observatoire des conjonctures économiques), a récemment publié "Les classes moyennes à la dérive". La conviction profonde de l'auteur est que le malaise des classes moyennes est *"un problème central pour la société française, car l'efficacité économique, la stabilité sociale et la dynamique démocratique dépendent étroitement de la participation de ce groupe intermédiaire à la construction de l'avenir"*. *Les classes moyennes à la dérive* est un livre stimulant, bienvenu pour nourrir le débat politique, mais dont les conclusions politiques et les faibles perspectives qu'il trace sont bien décevantes.

Consistance et malaise des classes moyennes

Comment définir les classes moyennes ?

La notion de *"classe moyenne"* est souvent posée comme une évidence allant de soi : ce serait la classe située entre une classe supérieure et une classe populaire. La définition précise du contenu de cette notion s'avère pourtant plus difficile qu'il n'y paraît.

Il est possible d'identifier ceux dont le revenu s'approche de la moyenne : en 2006, un peu plus de 1850 Euros de salaire mensuel net. Cependant autour de cette moyenne, il existe des disparités sociales fortes : entre professions (1850 Euros, c'est le salaire d'un jeune maître de conférences des universités, mais aussi celui d'un ouvrier qualifié de la manutention en fin de carrière), entre hommes et femmes (avec des salaires généralement inférieurs de 30 % pour les femmes), entre régions.

Le salaire médian (50 % des salariés gagnent plus, 50 % gagnent moins) est plus pertinent : il est de 1500 Euros mensuels nets. Cette fameuse *"classe moyenne"* ne gagnerait finalement que si peu !

Aussi, pour Louis Chauvel, une définition objective de la *"classe moyenne"* serait ambiguë. Il invite plutôt à une analyse subjective des classes moyennes comprises comme un ensemble composite et hétéroclite qui aurait fédéré sous sa bannière divers groupes sociaux. Il y aurait quatre classes moyennes :

- ▶ l'ancienne classe moyenne supérieure : chefs d'entreprises petites et moyennes, commerçants et artisans employeurs, bourgeoisie possédante ;
- ▶ la nouvelle classe moyenne supérieure : hauts fonctionnaires, enseignants du supérieur, ingénieurs ;
- ▶ l'ancienne classe moyenne intermédiaire : artisans et commerçants modestes dont le revenu est avant tout fondé sur le travail ;
- ▶ la nouvelle classe moyenne intermédiaire : employés, bureaucrates et techniciens disposant d'une autonomie dans leur travail.

Ces classes moyennes trouveraient leur unité dans un mouvement dynamique, qui fut celui des Trente Glorieuses et qui est aujourd'hui battu en brèche.

Le malaise des classes moyennes

Les Trente Glorieuses furent une période de plein emploi, de croissance rapide du PIB comme des salaires,

d'expansion des droits sociaux, *"d'une démocratie sociale, originale, conflictuelle mais solidaire"*.

Les mouvements sociaux, comme la lutte contre le CPE ou le mouvement des jeunes chercheurs, et les révoltes institutionnelles comme le vote "NON" au projet de constitution européenne seraient la manifestation de ce malaise des *"classes moyennes"*. L. Chauvel qualifie notre société actuelle de société de *"post-abondance"* dont l'un des traits caractéristiques est l'évolution des salaires : jusqu'en 1975, la croissance annuelle du salaire réel se situait autour de 3,5% en moyenne, ce qui assurait un doublement du pouvoir d'achat en une vingtaine d'années. Depuis le milieu des années 1970, le rythme de croissance des salaires est inférieur à 0,5% par an.

Le doublement du salaire qui pouvait naguère s'obtenir en 20 ans, ne peut désormais se réaliser qu'en 140 ans !

"Pour la première fois, en période de paix, la situation globale de la jeune génération est moins favorable que celle de ses parents". L'auteur parle à ce titre de *"déclassement générationnel"* La hausse de la qualification scolaire ne prémunit pas contre le chômage, les salaires sont bloqués et particulièrement faibles en début de carrière, les logements sont frappés d'une hausse des prix vertigineuse. Les jeunes générations ne peuvent s'en sortir financièrement sans l'aide de leurs parents. La prise de conscience des seniors des classes moyennes de ces difficultés fondamentales et les regrets face à cet échec alimenteraient la crise d'identité des classes moyennes.

Une description riche, des conclusions politiquement erronées

Quelles perspectives ?

L'intérêt du livre de L. Chauvel réside dans la mise au point faite sur les conditions économiques et sociales d'une majorité des salariés français. L'appel à de nombreuses données statistiques pour essayer de caractériser les classes moyennes est intéressant mais cela ne démontre en rien le *"problème central"* que constituerait la question des classes moyennes.

La clarté de la structure du livre (définition des classes moyennes / caractérisation du malaise des classes moyennes / mise en avant du déclassement générationnel / perspectives) s'efface devant une pensée confuse qui parfois dérape (notamment un passage où l'auteur parle avec mépris d'une certaine jeunesse qui partage *"les mêmes loisirs inutiles, aller au cinéma, acheter des DVD, boire et fumer différents mélanges"* !) et s'enfonce dans un marécage de préjugés sociaux-libéraux.

Ainsi pour L. Chauvel, les jeunes générations auraient servi de variable d'ajustement pour permettre à un système généreux, qui a profité à la génération 68, de se maintenir à flots. Il esquisse l'idée qu'il s'agit là d'un choix fait en toute conscience, sur la base, non seulement d'un capitalisme néolibéral, mais aussi d'un *"faux socialisme"*, qui fait payer aux jeunes générations *"le prix d'un Etat-providence obèse qui ne leur bénéficie guère et au bout du compte leur fera supporter longtemps les dettes accumulées par leurs heureux prédécesseurs"*. L'argumentation est éculée, elle ignore superbement les rapports de force qui ont conduit aux difficultés actuelles. La critique de l'Etat-providence sous la plume d'un chercheur est par ailleurs toujours aussi étonnante...

Quand bien même on accepterait le postulat de classes moyennes comme entité composite et cohérente, la faiblesse des derniers chapitres consacrés aux perspectives est réellement décevante. La Suède est présentée comme le modèle d'organisation sociale à suivre. Pourtant l'auteur ne précise en rien la consistance de ce modèle : il se contente d'une évocation approximative en dix lignes frappées du sceau de la généralisation, dignes d'un étudiant

de Sciences-Po finissant tant bien que mal son devoir dans le temps imparti : *"la prise de contrôle de l'ensemble du développement économique et humain de la nation, en particulier par la classe moyenne intermédiaire, a permis d'imposer les règles du jeu d'un système social responsable, inscrit dans une démarche de soutenabilité sur le long terme"*.

Les solutions proposées ne brillent guère par leur pertinence ou leur originalité : pour sortir de la crise, l'auteur estime que les classes moyennes doivent se montrer " indispensables dans l'ordre économique " (qu'est-ce que ça veut dire ??), et *"rétablir la valeur centrale qui a marqué leur expansion au XXème siècle : le savoir"* (encore une fois, qu'est-ce que ça signifie ?). L'auteur invite également à redéfinir les contenus de l'enseignement, sans nous en donner les orientations. Il dénonce l'hyperspécialisation des grandes écoles comme risquant de remettre en cause *"la capacité d'inventions des classes moyennes supérieures"*, alors que la plupart des grandes écoles ont aujourd'hui de plus en plus une orientation générale et commune (*"culture"* école de commerce) et qu'avant d'être un lieu d'invention, elles sont d'abord un moyen de reproduction des inégalités sociales. L. Chauvel s'indigne enfin de l'enfermement de nos concitoyens à l'intérieur des frontières nationales et de leur peu de goût pour les langues étrangères, alors que depuis dix ans, les séjours à l'étranger et les études universitaires dans d'autres pays (programme Erasmus notamment) se sont multipliés de manière extraordinaire. Bref, il est dur d'être séduit par les propositions de l'auteur.

Les classes moyennes ne sont pas une classe, le salariat oui !

Finalement, cette incapacité à traiter correctement des perspectives pour ces *"classes moyennes"* est somme toute logique : elle résulte de l'impasse que constitue cette notion même de *"classes moyennes"*. Il y a là une erreur fondamentale : les *"classes moyennes"* ne sont pas une classe. L. Chauvel rappelle un sondage qui indique que 75 % des Français ont le sentiment d'appartenir aux classes moyennes (sondage TNS-SOFRES réalisé en décembre 2005) mais il considère en même temps que les classes moyennes ont une base sociale beaucoup plus faible. Nous considérons au contraire que ces 75 % sont le noyau du salariat qui, par son travail, ne vit pas dans la pauvreté. La *"moyennisation"* dont parle L. Chauvel est en réalité, à notre avis, le processus de développement d'un salariat qui a profité des Trente Glorieuses pour voir son niveau de vie s'améliorer.

Une classe sociale se définit d'abord par son positionnement dans le système de production : le salarié est celui qui vend sa force de travail. Le salariat est cette classe en pleine expansion depuis le milieu du XIXème siècle, qui rassemble aujourd'hui la très grande majorité de la population : 90 % des personnes qui travaillent sont salariées, 90 % des salaires sont compris entre 1000 et 3000 Euros, le salaire médian est de 1500 Euros, le chômage de masse précarise l'ensemble de cette classe sociale (à divers degrés certes). La réalité économique et sociale forge l'unité objective de cette classe qu'est le salariat.

Nous pensons donc qu'il y a une cohérence forte et profonde dans ce salariat : la tâche des socialistes est de travailler à son unification subjective, pratique, organisationnelle pour préparer son émancipation.

Ernest Simon